

De solides liens sociaux facilitent la réinstallation des communautés

Le déplacement et la réinstallation des communautés constituent un défi mondial, mais une participation plus étroite des communautés et la prise en compte de leurs besoins et de leurs liens sociaux peuvent faciliter le processus et améliorer leur sécurité et leur bien-être.

L'enjeu : aider les communautés à composer avec le déplacement

Le déménagement et la réinstallation des communautés déplacées à la suite de projets de développement, de conflits ou de catastrophes constituent un problème mondial. En 2015 seulement, on estime que les projets d'infrastructure et de développement des affaires ont entraîné l'expulsion de 15 millions de personnes de leur domicile.

Peu importe la cause, le déplacement urbain involontaire s'accompagne souvent de violence. Du jour au lendemain, des gens sont privés de leurs biens et de leurs moyens de subsistance. Les effets négatifs à long terme se traduisent notamment par un affaiblissement du capital social et humain et par un ralentissement de la croissance économique. Le déplacement peut aussi entraîner des violations des droits de la personne et engendrer des griefs qui mènent au conflit, à la violence généralisée, au crime et à l'instabilité.

En revanche, il peut contribuer à la croissance économique et profiter tant aux personnes déplacées qu'à la région d'accueil. Une réinstallation réussie peut aussi apporter un capital humain et économique très utile au processus de rétablissement.

La manière dont les gens composent avec le déplacement et la réinstallation a fait l'objet de peu d'études, notamment en Asie du Sud. À cause de cette lacune, les politiques et les stratégies de planification n'ont pas su venir en aide à ceux qui tentent de reconstruire leur vie.

Les constats : maintenir des liens sociaux pour la réduction de la violence

En 2013, des chercheurs de l'Inde et du Sri Lanka ont entrepris de déterminer la relation entre la violence et le déplacement, de même que la pauvreté dans les quartiers des villes fortement touchées : Colombo et Jaffna, au Sri Lanka, et Kochi, en Inde. Bien que les processus de

Les recommandations

Compte tenu du degré élevé de fragmentation sociale occasionné par le déplacement, les équipes de recherche redoublent d'efforts pour trouver le moyen de rendre compte des coûts complets — sur le plan économique et social — d'une manière qui permettrait aux responsables des politiques de peser, en toute connaissance de cause, le pour et le contre avant de prendre leurs décisions.

Voici quelques-unes des recommandations :

- Réévaluer les politiques de déplacement et de réinstallation afin d'éviter la violence; sélectionner des endroits convenables; et veiller à ce que les politiques et les programmes entourant le logement soient équitables et axés sur les besoins.
- Accroître les consultations de toutes les parties prenantes, veiller à ce que règnent la transparence et l'équité lors de la planification des projets de démantèlement et de réinstallation.
- Assurer l'équité entre les sexes dans les programmes de compensation et tenir compte des besoins des filles et des femmes dans la planification des logements et de l'infrastructure.
- S'occuper des défis posés par les changements sociaux, environnementaux et culturels, comme la rupture des réseaux de soutien communautaires et la hausse de la violence et de la toxicomanie.

La cohésion sociale comprend

- Des valeurs et des buts communs
- Des liens sociaux
- Des expériences partagées
- La coopération et l'interdépendance
- La confiance mutuelle et dans les institutions
- La solidarité
- Un sentiment d'appartenance

démantèlement et de réinstallation différaient entre les communautés, des facteurs communs influençaient la manière dont les communautés se sont adaptées et ont prospéré.

Être forcé de se déplacer pour faire place au développement urbain peut s'avérer traumatisant. Le processus auquel on a eu recours tant à Colombo qu'à Kochi comportait un degré élevé de violence de la part du gouvernement. Pour une communauté de Colombo, on a fait appel à la force et les maisons ont été détruites par les militaires. Pour d'autres, cette violence s'est manifestée par l'indifférence, la négligence ou l'inefficacité du gouvernement. Des résidents

d'une communauté de Colombo, par exemple, ont été trompés par des fonctionnaires qui leur ont menti quant à l'endroit où ils seraient déplacés et au moment où de nouvelles habitations leur seraient fournies. À Kochi, le gouvernement a fait usage de violence, notamment en proférant des menaces contre les manifestations et des menaces d'expulsion, en formulant de fausses promesses et des incitations à accepter des terres moins fertiles, en faisant preuve d'inefficacité et en retardant la réalisation des promesses.

Des griefs ont aussi été suscités par les sommes offertes en vue de la réinstallation. L'approche suivant une formule unique ne tenait pas compte de l'hétérogénéité des ménages et des biens qu'ils possédaient avant le déplacement. Par exemple, seuls les hommes mariés des familles déplacées de Kochi étaient admissibles à recevoir une compensation. Cette approche était discriminatoire à l'endroit des femmes célibataires, des ménages dirigés par des femmes et des familles comportant des filles mariées. À Colombo, les gens, qu'ils aient possédé des biens ou non, furent traités de la même manière, ce que les anciens propriétaires fonciers ou de maisons ont perçu comme une injustice.

Une fois réinstallés, toutefois, les résidents ont déclaré peu de criminalité ou de violence dans les nouveaux quartiers, que l'on considérait aussi comme sûrs pour les filles et les femmes. Et contrairement aux attentes, le bien-être matériel s'est accru, de meilleurs logements et services étant proposés, ainsi que la sécurité du régime foncier. La majorité des personnes réinstallées ont connu peu de changement dans les revenus, et ce, même si le genre d'emploi pouvait varier.

Mais le portrait social était assez sombre. Le déplacement avait entraîné la fragmentation des communautés et la rupture des liens sociaux; la dissolution des réseaux sociaux et une marginalisation accrue des femmes. Ces effets furent moins marqués lorsque les nouveaux quartiers se trouvaient à proximité de l'ancien : la forte cohésion sociale et la préservation des réseaux ont fait contrepoids aux difficultés liées à la nouvelle culture de la vie en appartement et dans des communautés mixtes.

La cohésion sociale fut aussi la clé de la réussite de la réinstallation à Jaffna où beaucoup s'étaient réfugiés pour fuir les conflits dans les années 1980 et 1990. Ces liens vitaux s'étendaient jusqu'à la diaspora dont les membres ont transmis de l'aide à leur famille et à leurs amis pendant la guerre et après leur retour. Dans ce cas, la récupération des terres et des maisons, de même que les emplois partagés, les intérêts semblables, la dévotion à la religion, la souffrance collective, la migration et les liens avec la diaspora ont joué un rôle majeur dans le rétablissement de la cohésion de la communauté.

La recherche montre, toutefois, que l'ancien conflit a fait place à un nouveau maintenant que les résidents font face à des défis différents, notamment la hausse de l'alcoolisme, de la toxicomanie et de la criminalité, particulièrement chez les jeunes. Des défis qu'ils ont maintenant en commun avec leurs homologues en milieu urbain.

Research shows, however, that past conflict has been replaced with new as residents experience different challenges, including the rise of alcoholism, drug use, and crime, particularly among youth. This, they share with their counterparts in other cities.

La recherche

Menée par l'International Centre for Ethnic Studies à Colombo et le Center for Development Studies au Kerala, l'étude a fait appel à des données primaires, secondaires, quantitatives et qualitatives pour dresser des profils exhaustifs des communautés dans les trois villes. Les données ont été recueillies auprès d'individus, de ménages, de fonctionnaires gouvernementaux et d'organismes bailleurs de fonds. Les ménages ont répondu à un questionnaire commun et des entrevues en profondeur ont été menées auprès de ménages sélectionnés. Une analyse comparative des communautés déplacées et des communautés d'accueil a été réalisée.

Les résultats ont été partagés avec des communautés, des responsables des politiques à l'échelle municipale et des organismes internationaux, de même que des chercheurs et des praticiens du développement.

Ressources

Lakshman I. et coll. 2016. Experiences of a Relocated Community in Colombo : Case Study of Sinhapura, Wanathamulla. Article de recherche de l'ICES. International Centre for Ethnic Studies. Colombo. [ices.lk/publications/6002/](https://www.ices.lk/publications/6002/)

CRDI. Réinstallations involontaires : étude transnationale sur les inégalités et la pauvreté urbaines. Ottawa. <https://www.idrc.ca/fr/project/reinstallations-involontaires-etude-transnationale-sur-les-inegalites-et-la-pauvrete>

_____. 2016. Recommandations pour rendre la ville d'Ahmedabad, en Inde, plus sûre et inclusive. Ottawa. <https://www.idrc.ca/fr/article/recommandations-pour-rendre-la-ville-dahmedabad-en-inde-plus-sure-et-inclusive>

Villes sûres et inclusives est une initiative de recherche menée à l'échelle mondiale financée conjointement par le Department for International Development du Royaume-Uni (DFID) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Depuis 2012, 15 équipes de recherche multidisciplinaires travaillent dans plus de 40 villes de l'Afrique Subsaharienne, l'Asie du Sud et l'Amérique latine pour documenter les liens entre la violence, la pauvreté et les inégalités en milieu urbain.



Villes sûres et inclusives

Centre de recherches pour le développement international
C.P. 8500, Ottawa, ON
Canada K1G 3H9
Téléphone: +1 613-236-6163
Fax: +1 613-238-7230
Courriel: villes@crdi.ca | www.crdi.ca/villes